

# Mais qui supporte l'impôt?

## Le problème de l'incidence fiscale.

### Document 1. Celui qui paie n'est pas toujours celui qu'on croit.

Il y a plusieurs manières de penser l'impôt en économie. On peut réfléchir à ses effets dynamiques sur la croissance, à la manière dont il permet de redistribuer les richesses, à ses effets désincitatifs en terme d'efforts. Je me propose ici de poser une question beaucoup plus simple : qui paye *réellement* l'impôt ?

Le naïf, plein de bon sens, répondra : "Celui qui, légalement, est astreint à le payer". Eh bien, il aura... tort. En effet, l'analyse économique montre que l'impôt peut ne pas toucher celui qu'on croit. Tuons le suspense tout de suite en annonçant que celui qui paye la plus grande part de l'impôt est le *côté du marché le moins élastique par rapport au prix*. Pour savoir ce que ça signifie, suivez le guide. C'est ce qu'on appelle l'incidence fiscale, et c'est (...) une des théories économiques les plus élégantes, à la fois extrêmement simple et très troublante pour l'intuition.

<http://libertesreelles.free.fr/>, « l'incidence fiscale pour les nuls », 04 Juin 2007

Questions:

1. A quoi s'intéresse-t-on lorsque s'intéresse à l' »incidence fiscale »?
2. Rappelez ce qu'est l'élasticité prix.

### **Premier exemple: Qui paie la TVA?**

(les 3 documents qui suivent proviennent de <http://www.ecopublic.eu>, « Qui paie la TVA? », 26 février 2008)

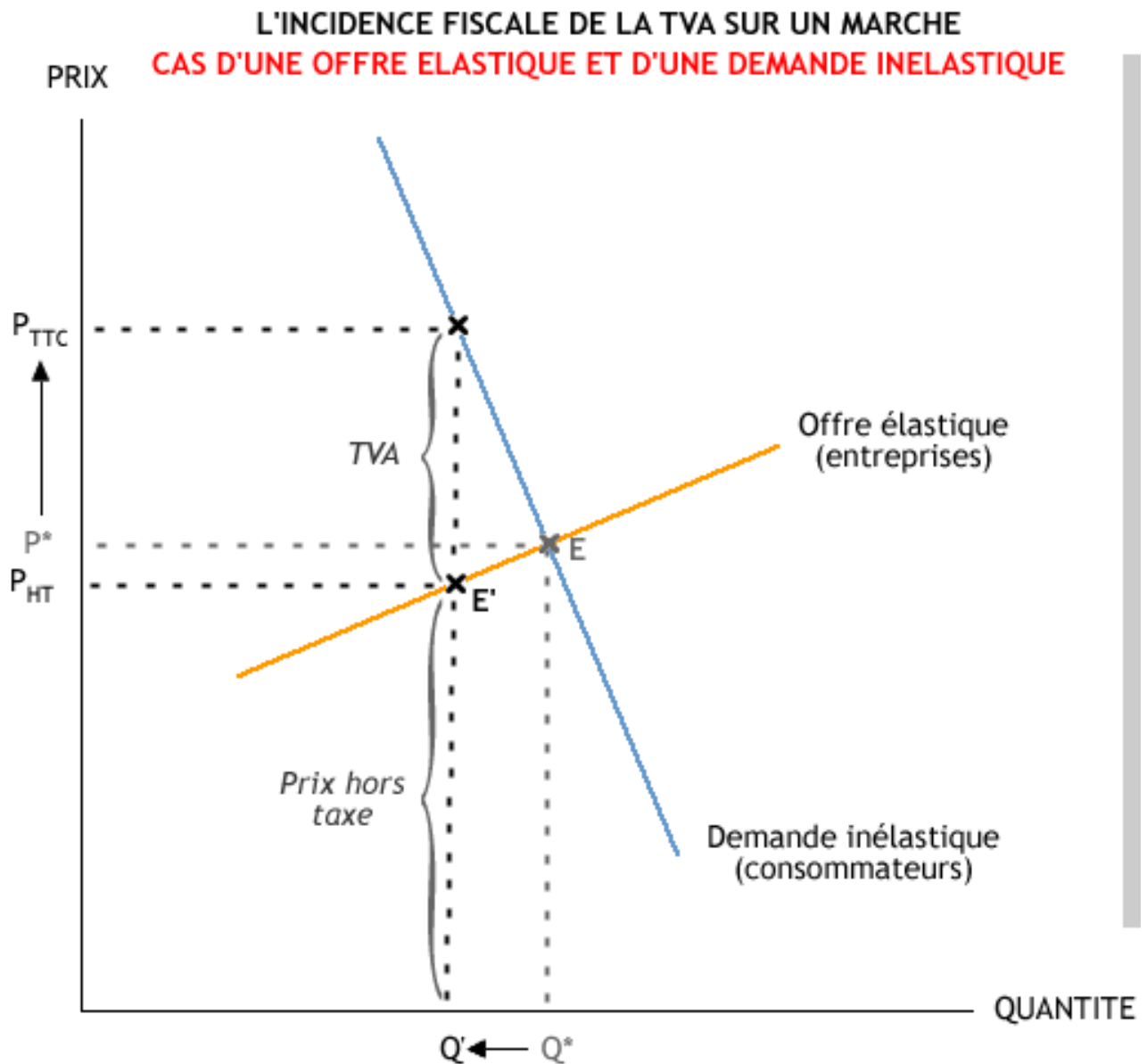
### Document 2. Une TVA conjointement supportée.

Pour savoir qui paie la TVA, il faudrait pouvoir comparer le prix que l'on observerait en l'absence de TVA au prix en présence de TVA. (...) (En général) le prix sans TVA sera plus élevé que le prix hors taxes avec TVA car lors de la mise en place de la taxe, la hausse des prix fait baisser la demande, ce qui fait à son tour pression sur l'offre et conduit à une diminution des prix. Ainsi, la TVA est partagée entre les consommateurs, qui paient comptablement la taxe, et les producteurs qui doivent baisser leurs prix pour limiter la baisse de la demande.

Questions:

3. Rappelez ce qu'est la TVA?
4. Qui est censé légalement payer la TVA?
5. Représentez les enchaînements proposés par la phrase soulignée par un schéma d'implication.
6. Qui « supporte » en général la TVA?

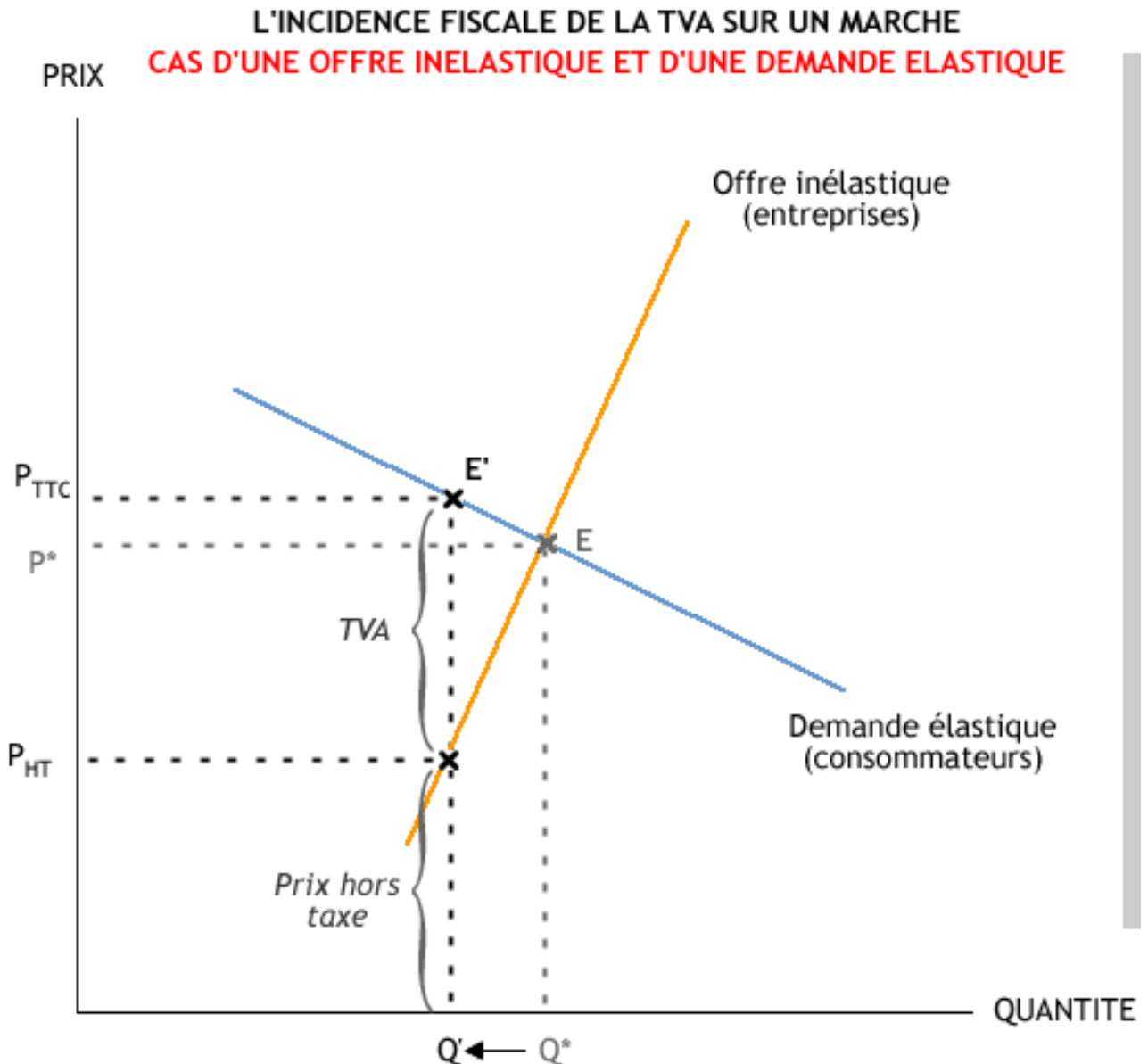
### Document 3



Questions:

7. Que signifie « Demande inélastique » sur ce graphique? Et « Offre élastique »?
8. Que représente  $P^*$  et  $Q^*$  sur le graphique?
9. Comparez le prix si la TVA n'existe pas et le prix hors-taxe (HT) en cas d'introduction de la TVA
10. Sur le graphique où se trouve la partie de la TVA qui est effectivement supportée par le consommateur? Et celle supportée par le producteur?
11. Dans le cas d'une demande relativement inélastique et d'une offre relativement élastique, qui supporte l'essentiel de l'introduction d'une TVA?

## Document 4



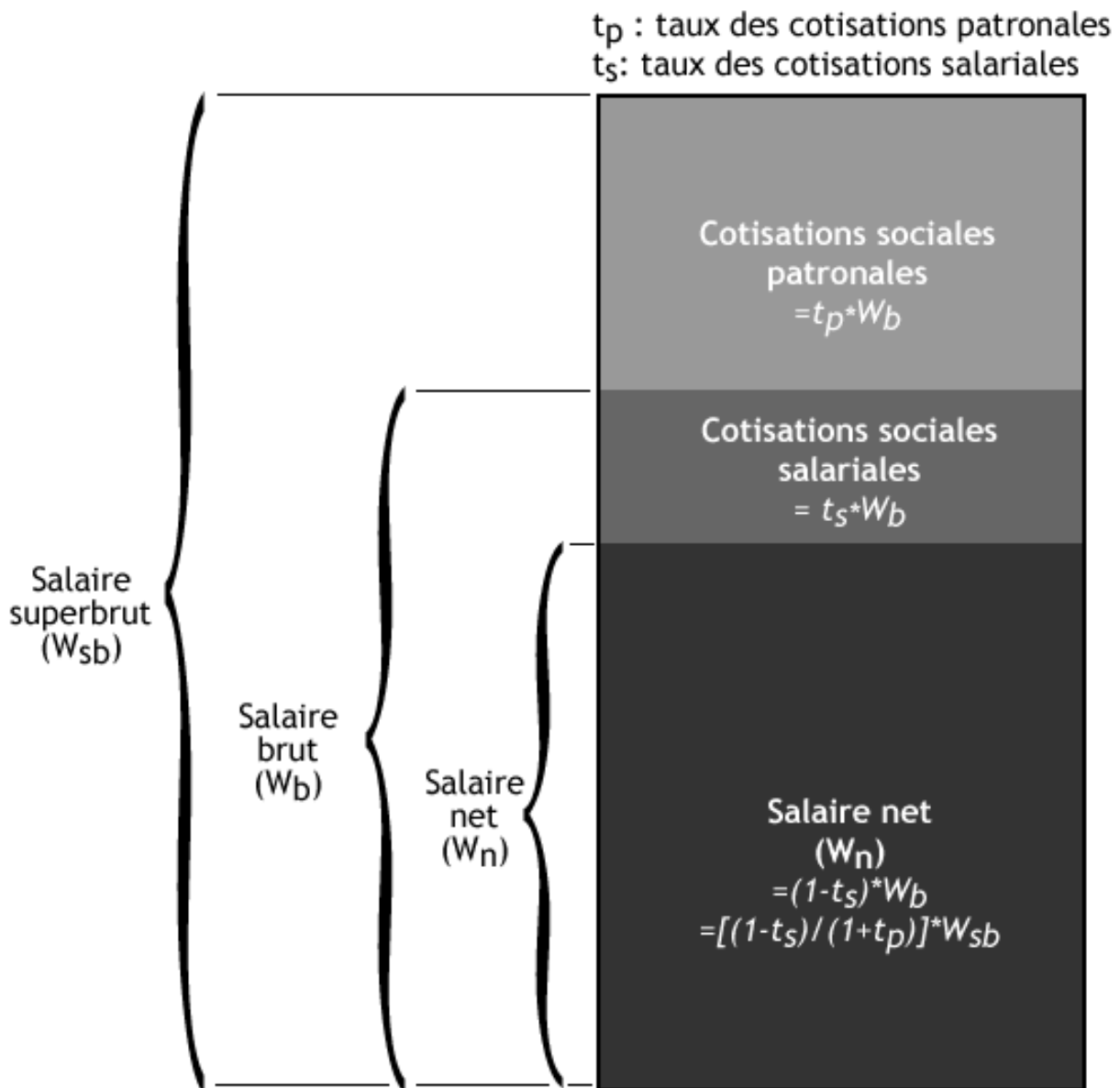
### Questions:

12. Concernant les caractéristiques l'offre et la demande, quelles différences observez-vous par rapport au graphique précédent?
13. Comparez le prix si la TVA n'existe pas et le prix hors-tax (HT) en cas d'introduction de la TVA
14. Sur le graphique où se trouve la partie de la TVA qui est effectivement supportée par le consommateur? Et celle supportée par le producteur?
15. Dans le cas d'une demande relativement élastique et d'une offre relativement inélastique, qui supporte l'essentiel de l'introduction d'une TVA?
16. En reprenant vos conclusions de l'étude des documents 3 et 4, quelle règle générale pouvez-vous énoncer pour rendre compte de l'incidence fiscale en fonction des élasticités de l'offre et de la demande?

## Exemple 2: Qui paie les cotisations sociales?

**Document 5. Rappels sur les cotisations sociales** (Remarque: sur le graphique, ne pas se soucier des notations mathématiques. Elles ne nous sont pas utiles ici)

Commençons par quelques définitions préliminaires. Le « salaire net » correspond à la rémunération qui est versée chaque mois sur le compte bancaire d'un salarié. Ce salaire ne représente qu'une fraction de ce que ce salarié coûte réellement à son employeur, la différence entre le coût total de son travail et son salaire net étant égale à l'ensemble des « cotisations sociales ». Ces cotisations servent à financer le système de protection sociale et couvrent un certain nombre de risques (santé, retraite, chômage, etc.). Elles se subdivisent en deux catégories administratives : les cotisations sociales « patronales » d'un côté, les cotisations sociales « salariales » de l'autre. Le montant de ces deux groupes de cotisations est calculé en pourcentage du salaire dit « brut », qui est égal à la somme du salaire net et des cotisations sociales salariales. On appelle « salaire superbrut » (ou coût total du travail) la somme du salaire brut et des cotisations sociales patronales. Le salaire net est quant à lui égal au salaire brut moins les cotisations sociales salariales. Le petit schéma suivant permet de se représenter l'agencement de ces différents blocs :



© Ecopublic <http://www.ecopublic.eu>

"Qui paie vraiment les cotisations sociales?", 01 Novembre 2007

Questions:

17. Qui est « légalement astreint » à payer des cotisations sociales sur les salaires?
18. Quel salaire (parmi les 3 types proposés par le document 5) intéresse le plus l'employeur lorsqu'il décide ou non d'embaucher ou d'attribuer une augmentation?
19. Quel salaire intéresse le plus le salarié?

### **Document 6. Pouvoir de négociation et incidence fiscale.**

Imaginons qu'à chaque augmentation de cotisations (salariales), les salariés parviennent au cours des négociations salariales à obtenir des augmentations de salaire. Qui finira alors par payer ces cotisations salariales ? Réponse : l'employeur. Prenons l'exemple inverse avec les cotisations patronales : si lorsque les cotisations sont augmentées, les salaires nets sont réduits, qui paie en réalité ces cotisations patronales ? Réponse : les salariés.

Pour être sûr de bien comprendre, prenons un contre-exemple cité par Greg Mankiw : il y a quelques mois, le gouverneur de l'Illinois a décidé d'introduire une cotisation patronale pour financer des dépenses de santé (une très bonne politique en soi) mais, pour être sûr que les cotisations seraient bien payées par les employeurs, il a fait figurer dans la loi la disposition suivante : « les cotisations patronales ne peuvent être déduites du salaire net ou des autres avantages des salariés ». Est-ce qu'une telle loi a des chances d'atteindre son but ? Vraisemblablement pas. Car ce qui compte, ce n'est pas la loi, mais bien la négociation des salaires entre employés et salariés. Sans ces cotisations sociales nouvelles, les employés et les employeurs auraient pu s'accorder sur une augmentation de salaire plus importante. Pour déterminer qui paie réellement l'impôt, il faut pouvoir comparer la situation qui prévaut en présence de l'impôt à un (salaire) fictif (« quel aurait été le salaire brut sans impôt ? ») et celui-ci dépend du pouvoir de négociation des employés et des employeurs en matière de fixation du niveau du salaire ou, pour utiliser le jargon des économistes, de « l'élasticité de la demande et de l'offre de travail ». A ce titre, la distinction administrative entre cotisations patronales et cotisations salariales n'a aucun fondement économique

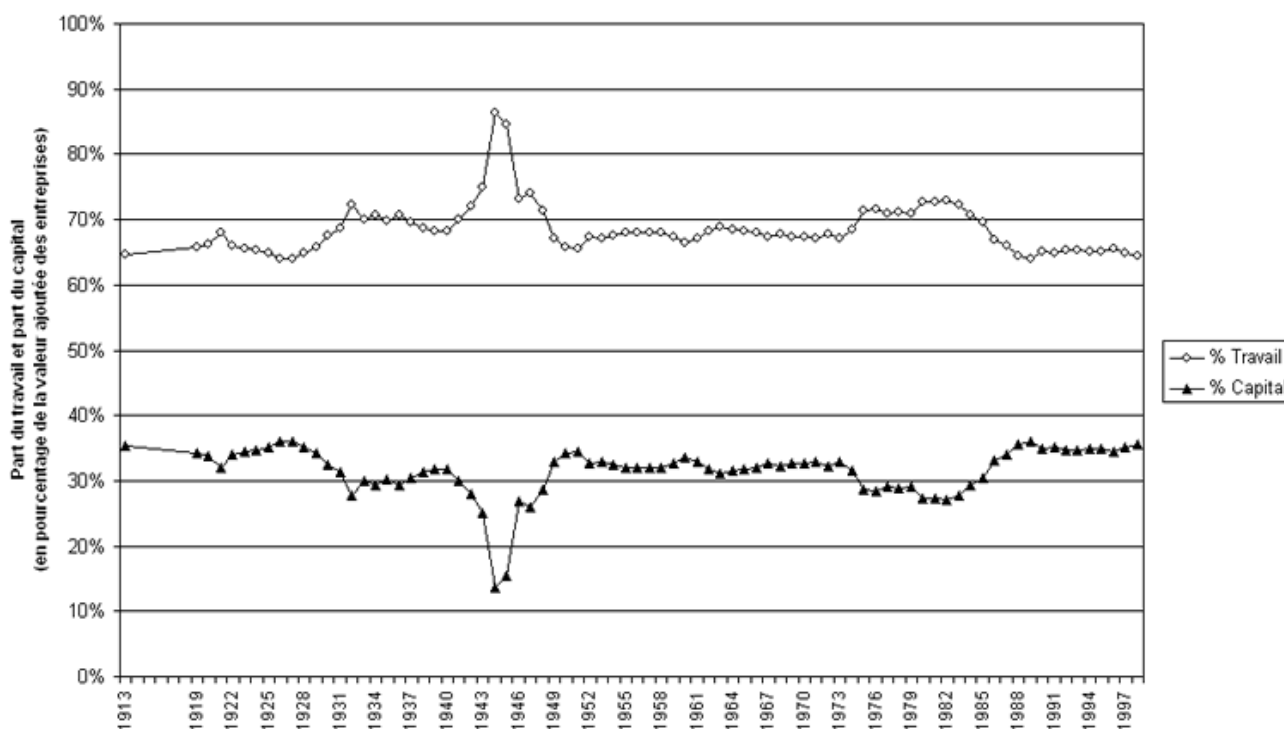
*www.ecopublic.eu, « Qui paie les impôts? », 17 septembre 2007.*

Questions:

20. De quoi dépend l'incidence fiscale d'une augmentation des cotisations sociales d'après ce document?
21. Représentez graphiquement l'effet de l'introduction de cotisations sociales (ce qui revient à une augmentation) dans 2 cas:
  - demande de travail élastique et offre de travail relativement inélastique
  - demande de travail inélastique et offre de travail relativement élastique.
22. Commentez vos graphiques. Retrouvez-vous les mêmes résultats que concernant l'introduction de la TVA?
23. Les résultats que vous avez trouvés sont surtout vraisemblables à moyen et long termes. Pourquoi le sont-ils moins à court terme?
24. Expliquez la dernière phrase du document 6.
25. Que peut-on dire de la politique du gouverneur de l'Illinois qui visiblement n'a pas tenu compte des principes de l'incidence fiscale?

## Document 7. Au final, qui supporte les cotisations sociales en France?

Graphique 1.5 : Le partage de la valeur ajoutée des entreprises entre travail et capital en 1913 et de 1919 à 1998



Sources: Colonnes (16) et (17) du tableau G-3 (1913 et 1919-1948) et colonnes (7) et (8) du tableau G-4 (1949-1998) (annexe G)

Thomas Piketty, *Les Hauts revenus en France au XXe siècle*, Grasset, 2001

### Questions:

26. De quoi est composée la « rémunération du travail » dont l'évolution de la part dans la valeur ajoutée est représentée sur la courbe du haut?
27. Faites une phrase révélant la signification des données des 2 courbes pour l'année 1998.
28. Comment qualifier l'évolution du partage de la valeur ajoutée sur le long terme?
29. En déduire qui a principalement supporté la forte augmentation (voir cours précédents) du taux de cotisations sociales en France sur cette période?

### Travail de synthèse:

Rédigez un court texte (une quinzaine de lignes) répondant aux questions suivantes:

- Celui qui s'acquitte d'un prélèvement obligatoire est-il toujours celui qui le supporte réellement?
- Quel est le rôle des élasticités de l'offre et de la demande concernant l'incidence fiscale?
- En quoi est-ce important de prendre en compte l'incidence fiscale lorsque sont décidées des variations des taux de prélèvements obligatoires?